

Les immobilisations*

Faits saillants

- Les dépenses en immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal s'élèveraient à près de 12,7 milliards de dollars en 2011.
- Malgré une légère hausse observée en 2011 par rapport à 2010, la proportion des dépenses en immobilisations enregistrées à Montréal comparativement à l'ensemble du Québec a diminué de façon importante entre 2000 et 2011.
- Les investissements du secteur public au cours des trois dernières années sont les plus importants enregistrés depuis le début des années 2000, une importante part des sommes étant destinée à l'amélioration des infrastructures.
- La part de l'île de Montréal dans les investissements publics faits au Québec a reculé de façon graduelle au cours de la dernière décennie.
- Le secteur privé comptait investir environ 7,7 milliards de dollars en 2011, soit près de 61 % des dépenses totales effectuées sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Les investissements en immobilisations du secteur privé ont toutefois reculé de 24 % entre 2000 et 2011.
- La part de l'agglomération dans l'ensemble des dépenses en immobilisations du secteur privé du Québec a fléchi de moitié au cours des dix dernières années, passant de 35 % en 2000 à 17 % du total québécois en 2011.

* Les dépenses présentées dans ce document sont en dollars courants



Photo : Stéphan Poulin

**Investissements de
12,7 milliards \$ en 2011**

**61 % en provenance du secteur
privé**

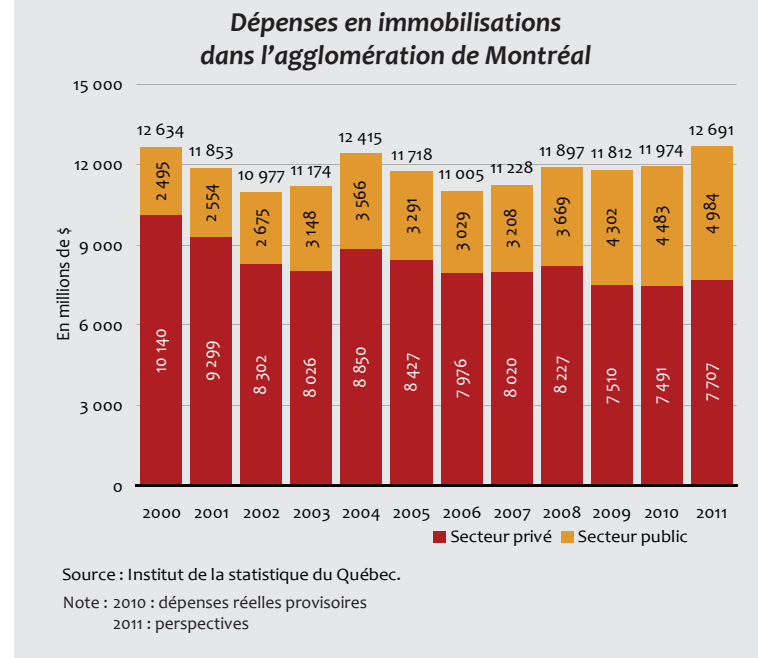
**En croissance de 6 % par
rapport à 2010**

19 % de l'ensemble du Québec

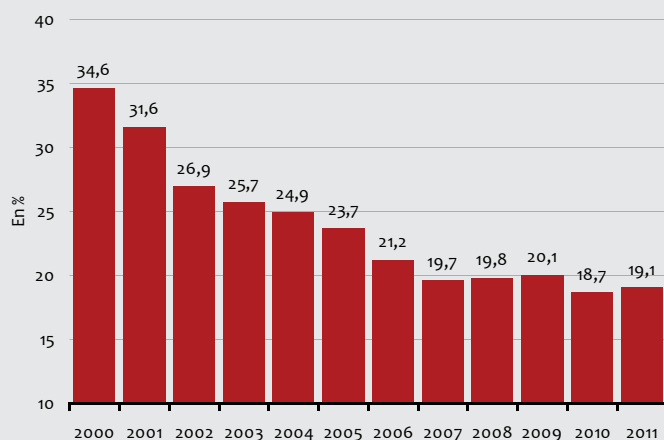
Dépenses en immobilisations : le secteur privé moins présent qu'au début des années 2000

Les dépenses en immobilisations pourraient s'élever à près de 12,7 milliards de dollars en 2011, ce qui représenterait une augmentation de près de 3 % par rapport aux dépenses réelles de 2010. Le secteur privé, qui compte investir environ 7,7 milliards de dollars au cours de l'année, fournirait alors près de 61 % des dépenses totales effectuées sur le territoire de l'agglomération de Montréal. À titre de comparaison, les sommes investies par le secteur privé représentaient près de 80 % des immobilisations totales en 2000.

Depuis le début des années 2000, la proportion des dépenses en immobilisations enregistrées à Montréal comparativement à l'ensemble du Québec, a également diminué de façon importante. En 2000, 35 % des investissements au Québec étaient réalisés dans l'agglomération de Montréal. En 2011, l'île de Montréal ne compte plus que pour 19 % du total québécois.



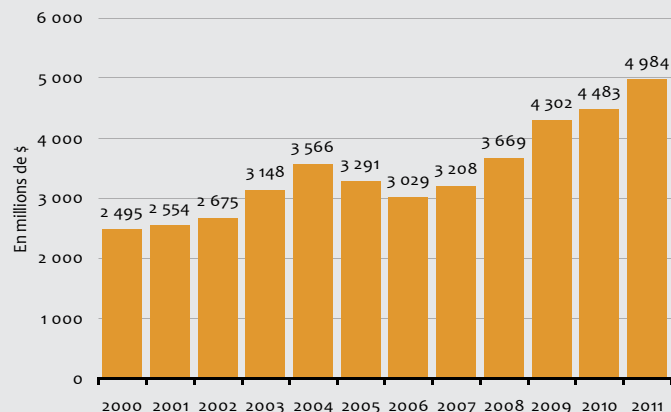
Proportion des dépenses en immobilisations de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec.
Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives



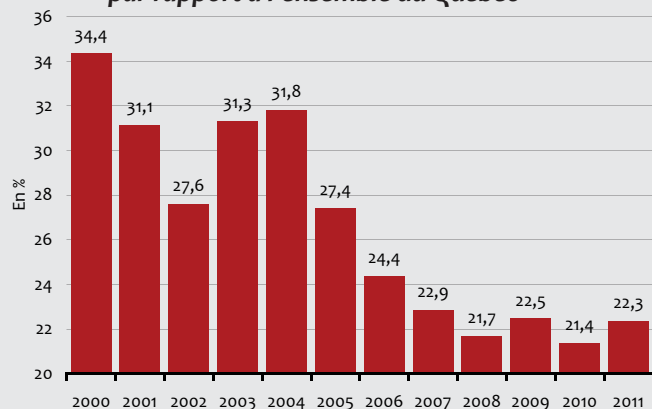
Dépenses en immobilisations, secteur public



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Proportion des dépenses en immobilisations du secteur public de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Des investissements publics de plus en plus élevés depuis les trois dernières années

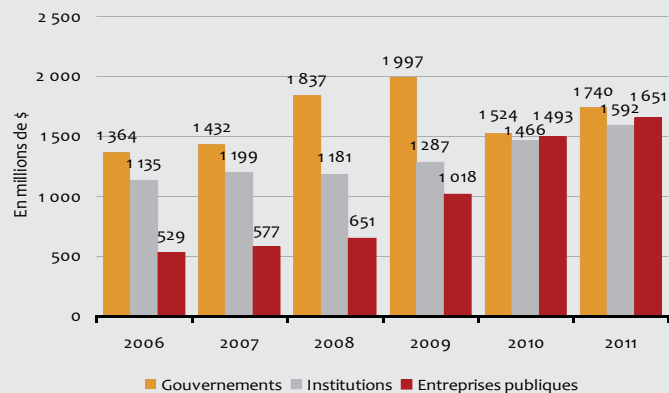
Le secteur public investit massivement depuis trois ans, une importante part de cette somme étant destinée à l'amélioration des infrastructures. Ainsi, en 2011, près de 5 milliards de dollars seraient dépensés par le secteur public pour des immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal, soit la plus importante injection depuis le début des années 2000. Il s'agirait là d'une hausse de 11 % par rapport à 2010 et d'un montant près de deux fois plus élevé qu'en 2000.

En termes relatifs toutefois, l'agglomération de Montréal voit sa part chuter de 12 points de pourcentage par rapport à l'année 2000. En effet, l'agglomération qui bénéficiait de plus de 34 % des investissements publics de 7,3 milliards de dollars effectués dans l'ensemble du Québec en 2000, aurait reçu seulement 22 % des 22,3 milliards de dollars investis en 2011 dans la province.

Le secteur public aurait investi près de 5 milliards de dollars en 2011, les infrastructures y comptant pour beaucoup



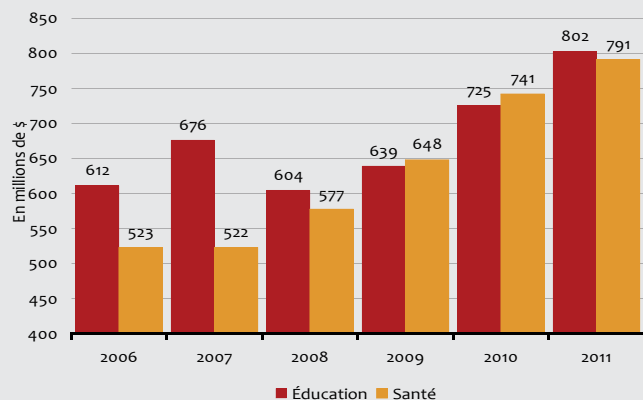
Dépenses en immobilisations du secteur public, par type d'organismes



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Dépenses en immobilisations du secteur public selon le type d'institution



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

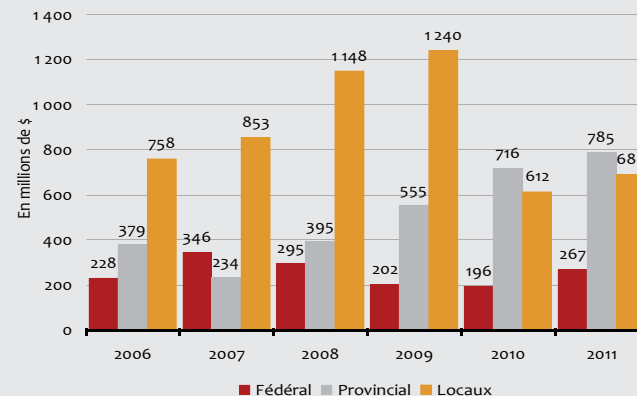
Les gouvernements investissent activement

Les différents paliers de gouvernement injecteraient les sommes les plus considérables en 2011, soit un peu plus de 1,7 milliard de dollars ou 35 % des dépenses du secteur public. Les dépenses en immobilisations des institutions se sont accrues de près de 40 % depuis 2006, passant de 1,135 milliard à 1,592 milliard alors que celles des entreprises publiques ont plus que triplé au cours de la même période, passant de 529 millions de dollars en 2006 à 1,651 milliard en 2011. Les investissements des gouvernements se sont, pour leur part, accrus plus modestement, soit de 1,364 milliard à 1,651 milliard, ce qui correspond à une augmentation de près de 28 %.

Le gouvernement provincial comptait pour la plus large part des investissements des différents paliers de gouvernement en 2011 alors qu'il a injecté 785 millions de dollars.

Les immobilisations dans le secteur de l'éducation ont été particulièrement élevées au cours de la dernière année, plus de 800 millions de dollars y ayant été investis en 2011.

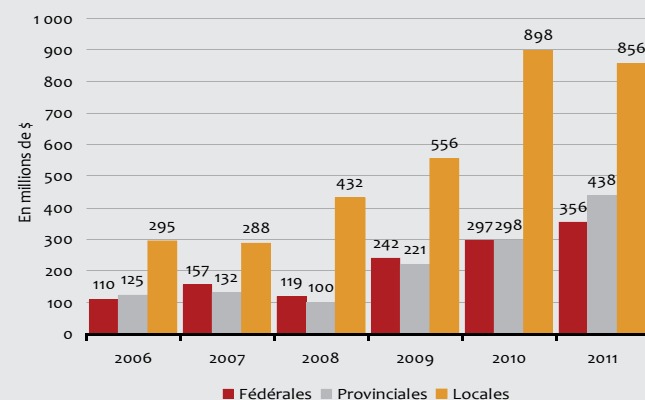
Dépenses en immobilisations du secteur public selon les paliers de gouvernement



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

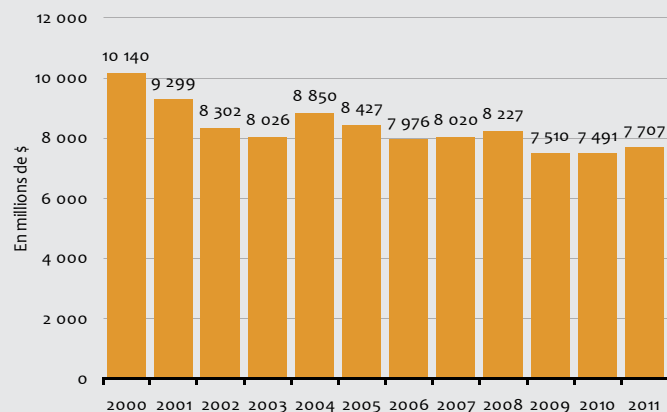
Dépenses en immobilisations du secteur public selon le type d'entreprise publique



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

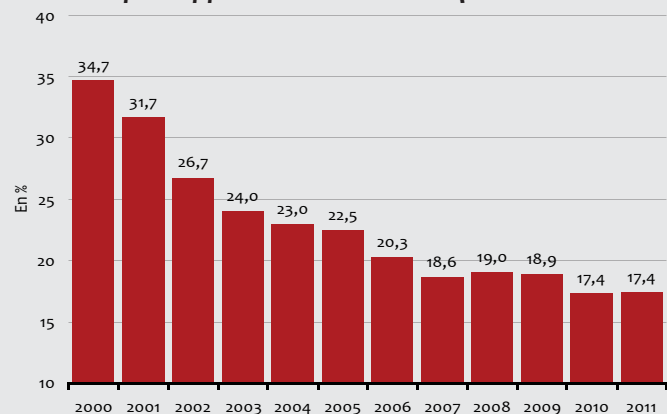
Dépenses en immobilisations, secteur privé



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Proportion des dépenses en immobilisations du secteur privé de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Les investissements privés diminuent

Les investissements en immobilisations du secteur privé ont reculé de 24 % entre 2000 et 2011, sur le territoire de l'agglomération de Montréal, passant de 10,1 milliards de dollars à 7,7 milliards de dollars. Le secteur de la fabrication, de moins en moins présent sur l'île de Montréal, est le principal facteur expliquant cette régression.

Par ailleurs, la part de l'agglomération dans l'ensemble des dépenses en immobilisations du secteur privé du Québec a considérablement diminué au cours de la même période. Près de 35 % des investissements privés au Québec étaient effectués sur l'île de Montréal en 2000 tandis qu'en 2011 cette part équivaut à 19 % du total québécois.

Le secteur privé investirait 7,7 milliards de dollars en 2011, soit 3 % de plus qu'en 2010



Dépenses en immobilisations (secteurs privé et public) selon les secteurs et les sous-secteurs industriels, 2010-2011

En milliers \$	2011	2010	Variation 2010-2011 en %
Tous les secteurs	12 690 630	11 973 735	6,0
Industries productrices de biens	1 733 812	1 525 675	13,6
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	2 575	3 337	-22,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	0	0	0,0
Services publics	387 606	391 838	-1,1
Fabrication	1 129 995	961 604	17,5
Fabrication d'aliments	131 575	105 883	24,3
Fabrication de boissons et de produits de tabac, de produits en cuir et de produits analogues	99 636	82 635	20,6
Usines de textile	5 087	4 032	26,2
Usines de produits textiles	3 931	3 686	6,6
Fabrication de vêtements	21 509	23 701	-9,3
Fabrication de produits en bois	5 598	3 827	46,3
Fabrication du papier	44 589	37 339	19,4
Impression et activités connexes de soutien	17 619	23 647	-25,5
Fabrication de produits chimiques	136 115	141 436	-3,8
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	44 394	32 000	38,7
Première transformation des métaux	184 228	76 150	141,9
Fabrication de produits métalliques	41 392	22 291	85,7
Fabrication de machines	65 296	48 164	35,6
Fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel, d'appareils et de composantes électriques	49 330	48 075	2,6
Fabrication de matériel de transport	85 262	81 410	4,7
Fabrication de meubles et de produits connexes	9 560	6 665	43,4
Autres industries productrices de biens	398 510	389 559	2,3
Industries productrices de services	8 215 980	7 604 908	8,0
Commerce de gros et de détail	747 707	695 947	7,4
Transport et entreposage	1 424 786	1 271 949	12,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	485 602	485 433	0,0
Finances, assurances et services immobiliers et de location à bail	1 065 865	1 196 813	-10,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	275 948	258 908	6,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	130 447	104 546	24,8
Services d'enseignement	883 513	794 783	11,2
Soins de santé et assistance sociale	958 806	835 576	14,7
Hébergement et services de restauration	126 121	119 885	5,2
Arts, spectacles, loisirs et autres services, sauf administrations publiques	376 865	316 980	18,9
Administrations publiques	1 740 320	1 524 086	14,2
Logement	2 740 839	2 843 151	-3,6

Les services comptent pour 65 % des investissements en 2010

Sur les 12,7 milliards de dollars d'immobilisations injectés dans l'agglomération en 2011, plus de 8,2 milliards, soit 65 % pourraient profiter à l'industrie des services. Cette somme serait ainsi de 8 % supérieure aux 7,6 milliards investis dans ce secteur en 2010, les administrations publiques étant pour une large part favorisées par cette croissance. Dans les industries productrices de services, seul le secteur des finances et assurances pourrait être confronté à un repli des investissements, qui se chiffrerait à 11 % par rapport à 2010.

Les immobilisations dans la production de biens, affichent quant à elles, une croissance de près 14 % par rapport à 2010. Ainsi, certaines industries du secteur de la fabrication telles la première transformation des métaux et la fabrication de produits métalliques accroîtraient respectivement leurs investissements de 142 % et 86 % au cours de l'année. À l'opposé, le secteur de l'impression aux prises avec l'utilisation de plus en plus importante des documents numériques, subirait une diminution de 26 % des investissements.

Fort recul des investissements en fabrication en dix ans

Les dépenses totales en immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal ont très faiblement augmenté entre 2000 et 2011, passant de 12,6 à près de 12,7 milliards de dollars.

Dans les industries productrices de biens, la presque totalité des sous-secteurs ont subi des baisses plus ou moins importantes. Les usines de fabrication de produits informatiques et électroniques et les usines de textiles ont été particulièrement éprouvées au cours de cette période.

Les industries productrices de services, moins affectées, ont tout de même enregistré une baisse de près de 4 % des immobilisations. L'information, les services professionnels scientifiques et techniques, de même que les finances sont les principales victimes de cette régression. Par ailleurs, les investissements dans le secteur de la santé ont bondi de 250 % entre 2000 et 2011. Au cours de cette même période, les investissements dans les services d'enseignement de même que dans les services administratifs, de soutien et d'assainissement ont également connu une croissance allant de 121 % à 147 %.

Dépenses en immobilisations (secteurs privé et public) selon les secteurs et les sous-secteurs industriels, 2000-2011

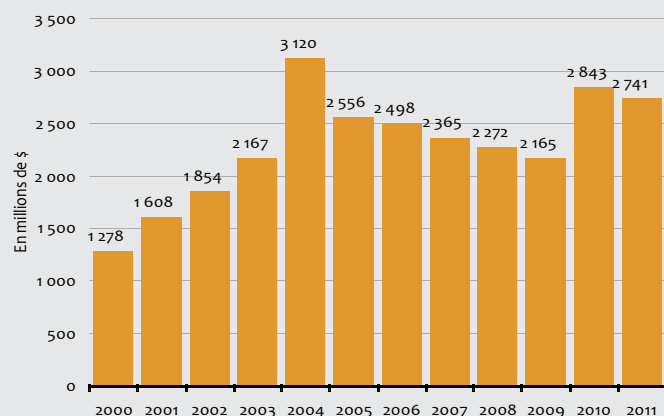
En milliers \$	2011	2000	Variation 2000-2011 en %
Tous les secteurs	12 690 630	12 634 436	0,4
Industries productrices de biens	1 733 812	2 813 851	-38,4
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	2 575	3 613	-28,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	0	8 105	-100,0
Services publics	387 606	445 063	-12,9
Fabrication	1 129 995	2 158 462	-47,6
Fabrication d'aliments	131 575	166 135	-20,8
Fabrication de boissons et de produits de tabac, de produits en cuir et de produits analogues	99 636	112 909	-11,8
Usines de textile	5 087	44 360	-88,5
Usines de produits textiles	3 931	7 352	-46,5
Fabrication de vêtements	21 509	45 588	-52,8
Fabrication de produits en bois	5 598	43 630	-87,2
Fabrication du papier	44 589	153 808	-71,0
Impression et activités connexes de soutien	17 619	42 781	-58,8
Fabrication de produits chimiques	136 115	322 040	-57,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	44 394	61 494	-27,8
Première transformation des métaux	184 228	189 339	-2,7
Fabrication de produits métalliques	41 392	56 359	-26,6
Fabrication de machines	65 296	95 365	-31,5
Fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel, d'appareils et de composantes électriques	49 330	555 268	-91,1
Fabrication de matériel de transport	85 262	162 140	-47,4
Fabrication de meubles et de produits connexes	9 560	32 391	-70,5
Autres industries productrices de biens	398 510	266 111	49,8
Industries productrices de services	8 215 980	8 543 049	-3,8
Commerce de gros et de détail	747 707	772 789	-3,2
Transport et entreposage	1 424 786	1 093 519	30,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	485 602	1 769 281	-72,6
Finances, assurances et services immobiliers et de location à bail	1 065 865	2 082 572	-48,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	275 948	605 398	-54,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	130 447	58 916	121,4
Services d'enseignement	883 513	357 476	147,2
Soins de santé et assistance sociale	958 806	273 594	250,4
Hébergement et services de restauration	126 121	95 514	32,0
Arts, spectacles, loisirs et autres services, sauf administrations publiques	376 865	295 053	27,7
Administrations publiques	1 740 320	1 138 937	52,8
Logement	2 740 839	1 277 536	114,5

Source : Institut de la statistique du Québec.

2010 : dépenses réelles provisoires

2011 : perspectives

Dépenses en immobilisations, logement

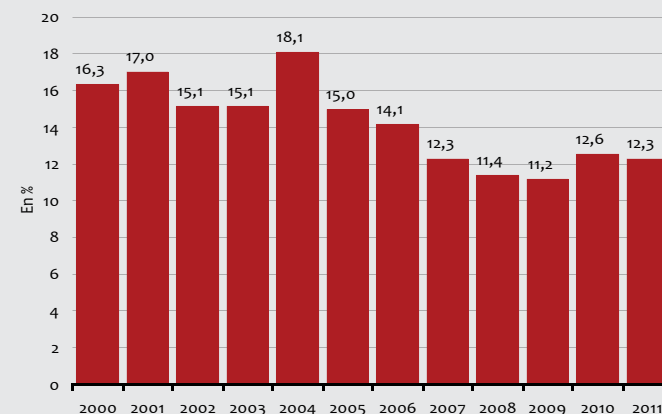


Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

**Le logement compte
pour 22 % des
dépenses totales
en immobilisations
en 2011**

Proportion des dépenses en immobilisations dans le secteur du logement de l'agglomération de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : 2010 : dépenses réelles provisoires
2011 : perspectives

Des investissements soutenus dans le logement

La pénurie de logement observée en début des années 2000 dans l'agglomération de Montréal a nécessité des investissements importants pour combler les besoins. Ces investissements ont atteint un sommet en 2004 alors que plus de trois milliards de dollars ont été injectés dans la construction de nouvelles résidences. De 2004 à 2009, les dépenses en immobilisations dans ce secteur n'ont pas cessé de diminuer, mais en 2010 et en 2011, elles s'élevaient respectivement à 2,8 et 2,7 milliards de dollars.

À noter qu'en 2000, 16 % des investissements dans le logement au Québec étaient réalisés sur l'île de Montréal tandis qu'en 2011, ceux-ci comptent pour un peu plus de 12 %.



Dépenses en immobilisations

Les statistiques des dépenses en immobilisations pour la région administrative de Montréal (correspondant au territoire de l'agglomération de Montréal) sont compilées par l'Institut de la statistique du Québec à partir des résultats de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations effectuée par Statistique Canada.

Définition de Statistique Canada

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage ne sont pas considérées comme des immobilisations.

Cette analyse est préparée par *Montréal en statistiques*,
Direction du développement économique et urbain.

Janvier 2012

